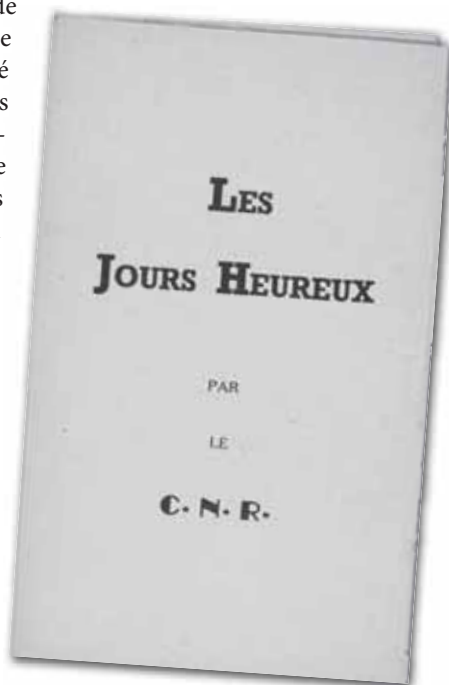


« C'est moi qui fus la belle *Clio* »

En 1945, les combats de la fin de la Seconde Guerre mondiale et les conséquences de l'occupation allemande avaient laissé dans leurs sillages : ruines, désolation et des millions de morts et de blessés. Pourtant, lorsque l'historien porte son regard sur cette période, il ne peut qu'être frappé par les projets portés par les Européens, particulièrement en France, en Italie et en Grande-Bretagne. Malgré le contexte d'après-guerre, les politiciens, les intellectuels et les membres de la Résistance proposent la création, sur les ruines de la guerre, d'un nouveau modèle de société. Il suffit de penser, par exemple, aux dispositions politiques et sociales du Programme du Conseil national de la Résistance (CNR) en France ou du plan Beveridge en Grande-Bretagne. En dépit des problèmes de la reconstruction, ces populations exsangues établissent alors les fondations de ce qui sera appelé, quelques années plus tard, l'État-providence.



Revisiter l'après 1945 permet de prendre du recul et de jeter un regard spécifique sur notre époque. Ce qui fut possible en 1945 ne l'est plus aujourd'hui. Sans égard à la richesse générale de nos sociétés et à la stabilité politique et sociale de celles-ci, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de projet collectif rassembleur comparable à ce qui exista à la fin des années quarante. Qu'est-ce qui a changé?

Naturellement, l'analyse historique observe cette période avec un esprit critique et le recul imposé par l'historien écarte l'image d'Épinal souvent associée à la genèse des Trente glorieuses. Ainsi, le regretté Tony Judt nuançait la capacité de planification sociale des États d'Europe de l'Ouest après 1945. En fait, il rappelait que leur volonté de rendre leurs sociétés plus justes ne résidait pas tant dans la capacité de programmation des États, mais dans la nature du contrôle qu'ils exerçaient sur les moyens politiques et économiques de mise en œuvre de leurs ambitions.¹

Pourtant, au-delà des objectifs sociaux et politiques qui dominent la période, revisiter l'après 1945 permet de prendre du recul et de jeter un regard spécifique sur notre époque. Ce qui fut possible en 1945 ne l'est plus aujourd'hui. Sans égard à la richesse générale de nos sociétés et à la stabilité politique et sociale de celles-ci, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de projet collectif rassembleur comparable à ce qui exista à la fin des années quarante.

¹ Tony Judt, *Postwar. A History of Europe Since 1945*, Londres, Penguin, 2006, p. 76.

(ci-dessus) Programme du Conseil national de la Résistance, Photo (C) Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais / Emilie Cambier. <http://www.photo.rmn.fr/archive/14-551743-2C6NU0AGF8Y5M.html>

Qu'est-ce qui a changé? Certains diront que les grandes idéologies ont disparu – en fait elles ont été remplacées – d'autres affirmeront que la situation économique est différente – pourtant, globalement, nos sociétés n'ont jamais été aussi riches. En fait, c'est le rapport au temps des sociétés qui émerge de l'observation des projets portés en Europe de l'Ouest en 1945. À ce moment, décideurs, citoyens et citoyennes se percevaient dans une forme de continuum historique. C'est à la lumière de l'expérience du passé que les projets sociopolitiques émergeant de la Seconde Guerre mondiale sont construits. Les auteurs du plan Beveridge ou du programme du CNR avaient en mémoire l'expérience de la Grande Guerre, de la crise économique de 1929 et de la Seconde Guerre mondiale. Les projets qu'ils proposent s'inscrivent, dès lors, dans la durée et leur construction intègre l'expérience historique des sociétés franco-britanniques. C'est en plaçant leurs ambitions dans le fil de l'histoire que le plan Beveridge et le programme du CNR furent en mesure d'identifier et de proposer des réponses aux problèmes sociopolitiques et économiques de leur temps.

La comparaison avec notre époque semble alors cruelle. Face à la montée de l'individualisme et du fractionnement social, nous sombrons dans ce que François Hartog appelle « notre incapacité

Chers collègues, chers étudiants, le moment est peut-être venu de saisir les tribunes qui nous sont accessibles pour exposer à nos compatriotes que les véritables projets d'avenir ne se construisent pas dans le « présentisme de ce présent ». Il faut réapprendre collectivement à se situer dans le temps.

collective à échapper à ce qu'on nomme couramment désormais "court-termisme" et [...] appeler "présentisme" ». C'est-à-dire, « [l]e présent seul : celui de la tyrannie de l'instant et du piétinement d'un présent perpétuel ».² Hartog n'est pas le seul à réfléchir à la relation qu'entretiennent les sociétés contemporaines au temps. Jean Chesnaux et le regretté Eric Hobsbawm l'ont également fait dans les années 1990.³ Sans avoir poussé l'analyse aussi loin que Hartog, Hobsbawm et Chesnaux ont souligné les travers de sociétés vivant dans un « présent permanent », étant incapables « d'habiter le temps ».

Cette perspective relative au temps et à l'histoire, qui est celle de nos sociétés, explique peut-être notre incapacité à analyser correctement les problèmes qui nous affligent. Que ce soit les défis environnementaux, la gestion économique des ressources des États ou la sécurité internationale, l'absence de tout recul historique ne permet pas d'évaluer la véritable nature de ces situations complexes.

Timothy Snyder, explique aussi les dangers du présentisme : sans recul ou perspective à l'endroit de l'environnement contextuel, toute difficulté qui affecte un État devient une crise.⁴ Incapables d'en identifier les origines ou de proposer des solutions élaborées dans le temps, les réponses aux crises perçues deviennent nécessairement urgentes. Dès lors, nous vogueons de crise en crise, tel un navire à la dérive. Snyder le rappelait récemment, « [l]a connaissance de l'histoire permet d'identifier les pièges idéologiques et soulève le scepticisme au sujet des demandes pour une action immédiate parce que soudainement tout a changé. »⁵

² François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2013 [2003], p. 13.

³ Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes. The Short Twentieth Century, 1914-1991*, Abacus, 1994, p. 3 ; Jean Chesnaux, *Habiter le Temps : passé, présent, futur. Esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996.

⁴ Timothy Snyder, « Hitler's World May Not Be so Far Away », *The Guardian*, mercredi 16 septembre 2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/sep/16/hitlers-world-may-not-be-so-far-away>

⁵ Snyder, *loc. cit.*

Pourtant, les historiens connaissent l'importance des facteurs contextuels, qui s'inscrivent dans le temps long et leur influence sur les sociétés. C'est alors que la fonction sociale de l'histoire prend son sens. L'histoire apprend à penser le changement. Tel que l'exprime si bien François Hartog, « [...] une certaine familiarité avec l'histoire aide à convaincre que le plus proche (dans le temps) n'est pas forcément le plus explicatif. »⁶ Conséquemment, il devient impératif que les historiens reprennent la perspective de Marc Bloch où « [l]'histoire est un effort vers le mieux connaître »⁷.

Sans considération pour l'importance du rapport social au temps long ou pour la nécessité de sortir nos sociétés de ce présentisme affligeant, les historiens sont bien discrets sur la place publique. Peut-être que Charles Péguy avait raison lorsqu'il écrivait : « [c]'est moi qui fus la belle *Clio*, si adulée. Comme je triomphais au temps de mes jeunes réussites. Puis l'âge vint [...] Alors j'essaie de me tromper. Je me livre à des travaux [...] Moi l'histoire, je trompe le temps. »⁸ Quelle est alors la finalité de nos enseignements, de nos travaux de recherche, s'ils ne permettent pas de briser cette perspective présentiste?

Chers collègues, chers étudiants, le moment est peut-être venu de saisir les tribunes qui nous sont accessibles pour exposer à nos compatriotes que les véritables projets d'avenir ne se construisent pas dans le « présentisme de ce présent ».⁹ Il faut réapprendre collectivement à se situer dans le temps.

Martin Laberge

Sécretaire de la langue française

⁶ François Hartog, *Croire en l'histoire*, Paris, Flammarion, 2013, p. 248.

⁷ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire*, dans Marc Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Gallimard, 2006 [1949], p. 857.

⁸ Charles Péguy, *Œuvres en prose complètes. Tome III Période des « Cahiers de la Quinzaine » de la onzième à la quinzième et dernière série (1909-1914)* Paris, Gallimard, coll. de la Pléiade, 1992, p. 998.

⁹ *Idem.*, p. 271.